



Séance du 12 mai 2023 à 15h

à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris
accessible présentiel et en visioconférence
présidée et coordonnée par **Roland Pourtier**

*Questions d'actualité : Conflits et guerres,
de l'Ukraine à l'Afrique*

PROGRAMME

Introduction

Roland Pourtier, Président – ASOM

Lecture du procès-verbal de la séance du 14 avril

Pierre Gény, Secrétaire perpétuel – ASOM

Présentation de la séance

« *Vers une mondialisation de la guerre ?* »

Roland Pourtier, 1^{ère} section – ASOM

Communications

« *Le 24 février 2022, une rupture stratégique historique* »

Général Jérôme Pellistrandi, Rédacteur en chef - Revue Défense nationale

« *Sabel central (Mali - Burkina Faso - Niger), entre difficultés des appareils sécuritaires et politiques spécifiques de luttes contre le terrorisme* »

Alain Antil, Directeur du centre Afrique subsaharienne - IFRI

« *L'emprise grandissante du groupe Wagner sur la RCA : qui pourra la contrer ?* »

Jean-Pierre Vidon, 2^{ème} section - ASOM

« *Comprendre la contestation contemporaine anti-française en Afrique* »

Thierry Vircoulon, Coordonnateur de l'observatoire de l'Afrique centrale et australe - IFRI



Résumés

« Le 24 février 2022, une rupture stratégique historique »

Général Jérôme Pellistrandi, Rédacteur en chef - Revue Défense nationale

Depuis le 24 février 2022, la guerre est de nouveau une réalité sur le continent européen. L'"opération spéciale militaire" voulue par Poutine marque une bascule géopolitique majeure, bien au-delà de ce que fut le 11 septembre 2001 et ses deux décennies suivantes. Le conflit s'enlise traduisant le fiasco militaire et politique russe. Pour autant, cela ne signifie pas une fin prochaine du conflit mais bien une rupture stratégique majeure avec une mondialisation des effets du conflit avec une multipolarisation désormais agressive. Un nouveau « rideau de fer » sépare maintenant l'Europe de la Russie pour des générations avec une nouvelle guerre froide dont personne ne peut prédire l'évolution.

« Sabel central (Mali - Burkina Faso - Niger), entre difficultés des appareils sécuritaires et politiques spécifiques de luttres contre le terrorisme »

Alain Antil, Directeur du centre Afrique subsaharienne - IFRI

Les espaces touchés par les violences sont en expansion constante au Sahel. Au Mali et au Burkina Faso, de nombreux axes sont hors de contrôle et les armées nationales sont en très grande difficulté. Absentes de certaines parties des territoires, se conduisant mal avec les civils, présentant des effectifs trop faibles pour assurer un véritable quadrillage des espaces reconquis à l'adversaire, les défis sont nombreux. Chacun des trois pays a choisi une voie particulière pour lutter contre le salafisme-jihadisme, les Maliens ont rompu les amarres avec les partenaires traditionnels et explorent des coopérations avec Wagner et des milices locales, le Burkina Faso sonne la mobilisation générale après avoir créé un corps de supplétifs (les VDP). Quant au Niger, il s'appuie sur des partenaires occidentaux tout en expérimentant une politique de dialogue avec les terroristes.

« L'emprise grandissante du groupe Wagner sur la RCA : qui pourra la contrer ? »

Jean-Pierre Vidon, 2^{ème} section - ASOM

Entamée en décembre 2012, avec la marche vers Bangui, depuis le Nord-Est, des rebelles de la Séléka, la crise centrafricaine, un temps apaisée par la médiation des Etats de la région, se poursuit par la prise de la capitale et la chute du Président Bozizé, le 24 mars 2013. Il s'ensuivra plus de trois



années de transition, une montée de la violence, une pluralité de missions de maintien de la paix dont l'opération française Sangaris, et, comme aboutissement visible, l'élection à la présidence de l'ancien Premier ministre Faustin-Archange Touadéra, le 4 février 2016. Pour autant, les troubles se poursuivent en province au détriment des populations. Deux ans plus tard, la Russie s'implique dans une médiation entre les groupes rebelles, signe un accord de coopération militaire et prend en charge la sécurité du Président Touadéra. Une société privée apporte les effectifs, étendant ses tentacules au secteur économique, notamment minier. Il apparaît très vite qu'il s'agit du Groupe Wagner, émanation inavouée de Moscou. Cet intérêt pour des secteurs sensibles a suscité de vives réactions, qu'elles soient locales ou qu'elles touchent aux relations extérieures. Quelles en seront les conséquences ?

« Comprendre la contestation contemporaine anti-française en Afrique »

Thierry Vircoulon, Coordonnateur de l'observatoire de l'Afrique centrale et australe - IFRI

Il est désormais devenu courant de voir des drapeaux français brûler lors de manifestations en Afrique francophone. Au Sahel, ces dernières années, des slogans hostiles, des déclarations tonitruantes de militants, mais aussi des discours d'officiels sur la responsabilité de Paris sur tel ou tel sujet ont proliféré. Les paroles s'accompagnent parfois d'actes violents contre des sociétés françaises, les représentations consulaires et/ou culturelles voire de menaces de mort proférées contre les résidents français. Pour comprendre le procès africain de la politique française, le Centre Afrique de l'IFRI va publier une étude analysant les principales critiques adressées à la politique française. Cette étude montre comment le « complot de la France contre l'Afrique » est devenu une ressource politique et met en lumière le rôle essentiel des milieux néo-panafricanistes et de leur rapprochement avec des puissances étrangères dans la mise en accusation de la politique française en Afrique.